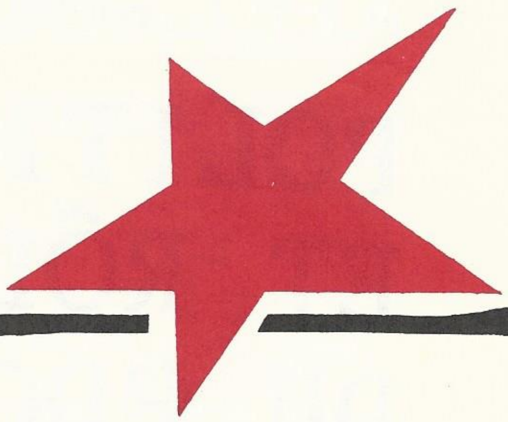
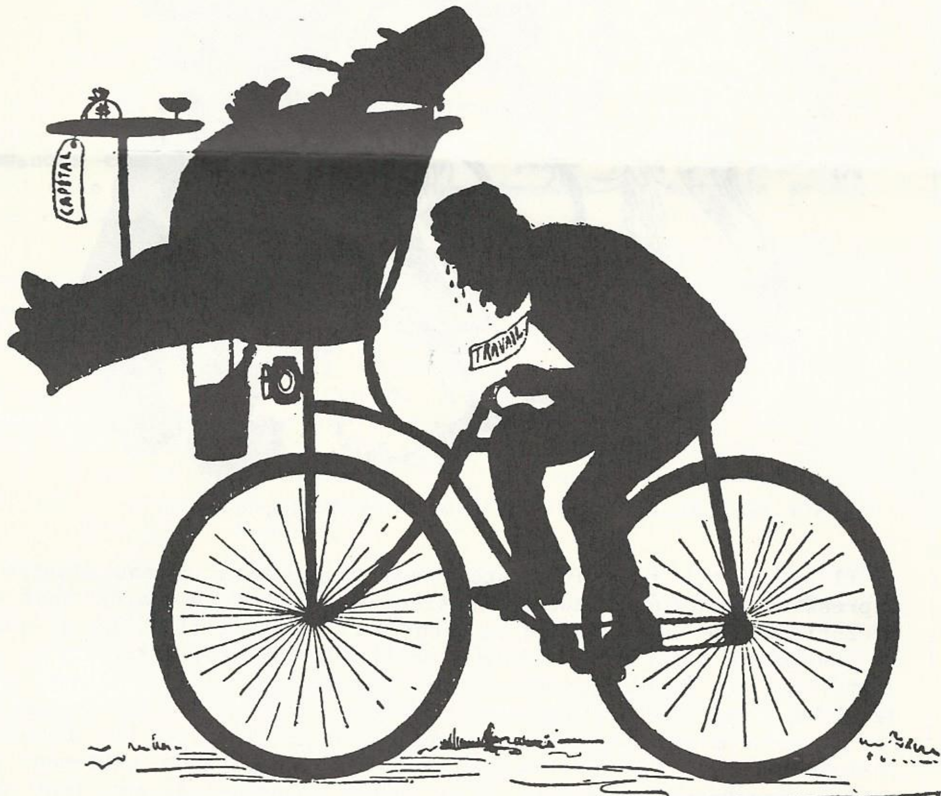
GUÉRILLA





Quand donc le pédaleur fera-t-il ramasser une pelle au Capitalo ?

N° 3

15 Francs

Juillet 1989

Mensuel

★

Guérilla
BP 631-04
75160 PARIS CEDEX 04

Abonnement :
100 F pour un an
Chèque bancaire à
l'ordre de Ph. Godard

★

Directeur et
responsable
de la publication :
Philippe Godard
Dépôt légal : 89/0211
Imprimeur : EDIT 71
22, rue d'Annam,
75020 PARIS

Commission paritaire :
n° 71172

★

ACTION DIRECTE L'ISOLEMENT A PERPETUITE

Le 4 juillet 1988, le Garde des Sceaux, M. Arpaillange, annonçait la fin de l'isolement carcéral, y compris pour les prisonniers politiques. Il était enfin reconnu qu'il y a des prisonniers politiques dans ce pays, et Le Monde les chiffrait à 281 détenus. Mais, trois jours plus tard, l'ordre pénitentiaire régnait toujours en maître, et même pire qu'auparavant ! En effet, non seulement les détenus ont regagné leurs quartiers d'isolement, mais surtout la procédure de mise à l'isolement est devenue encore plus arbitraire... ou plutôt relève maintenant d'une décision purement politique.

En effet, avant le 4 juillet, l'isolement était soumis à une procédure de reconduction trimestrielle qui cherchait à donner un masque à ce procédé ignoble. Un médecin de l'administration pénitentiaire devait apposer sa signature et cautionner ainsi la "nécessité" de l'isolement. Depuis le 4 juillet 1988, ce qui n'était déjà qu'une piteuse parodie de justification "scientifique" n'existe même plus. Depuis cette date, aucun prisonnier politique soumis à l'isolement n'a vu ou reçu de notification confirmant son maintien à ce régime de destruction. Et, bien sûr, forts de cette nouvelle poussée sécuritaire, les fonctionnaires de la place Vendôme ont érigé en principe le fait que les prisonniers politiques reconnus coupables de crime de sang, les "terroristes" en langage médiatique, seront automatiquement mis à l'isolement. C'est dire que, maintenant, ce n'est plus seulement sa durée qui fait que la peine de prison est plus ou moins lourde. Ce sont les modalités de son application : détention "normale" ou isolement. Les principes mêmes de cet Etat sont bafoués par ceux-là qui le servent en cautionnant ces pratiques, qu'ils soient fonctionnaires du ministère de la "Justice" ou médecins de l'administration pénitentiaire. Ces principes en eux-mêmes nous importent peu, car ils sont ceux d'un Etat dont nous connaissons la réalité répressive et normative. Nous savons en effet qu'au cours de l'histoire récente, la social-démocratie dont se réclament M. Mitterrand et ses amis a toujours procédé comme cela. Elle semble libérale mais elle introduit en réalité des précédents ou des lois scélérates, et ce de manière durable. Il en va ainsi depuis 1981. Rien de neuf.

Ce n'est pas non plus la mascarade de la pseudo-reculade de M. Arpaillange (dans le rôle du "bon") face à M. Rocard (la "brute" et le "truand" réunis) qui nous fera oublier la réalité de la social-démocratie au pouvoir. Réalité qui est mensonge, illusion, consensus du vide.

Aujourd'hui, nous intervenons dans ce terrible non-débat parce que quatre militants d'Action Directe ont entamé depuis le 20 avril dernier une grève de la faim pour obtenir le regroupement et la fermeture de tous les quartiers d'isolement.

L'année dernière, le scandale de ces militants jugés sous perfusion avait ému de larges couches de l'intelligentsia française, tous horizons politiques confondus, de la gauche à la droite classiques. Lors du procès pour l'action de commando contre M. Besse, le silence a régné, alors que les médias ont systématiquement déformé les propos des accusés, emboîtant le pas à la justice qui les a empêchés de s'exprimer. Aujourd'hui, ces quatre militants révolutionnaires demandent deux choses : la fermeture des quartiers d'isolement et leur regroupement par le statut de prisonniers politiques, afin qu'ils puissent continuer leur réflexion politique en prison. comme ont pu le faire avant eux Antonio Gramsci, prisonnier de Mussolini, Rosa Luxemburg et bien d'autres. Ou comme pouvaient encore le faire les prisonniers politiques relevant de la Cour de Sûreté de l'Etat avant 1981. Cette cour, vestige d'un monde autoritaire que l'on a cru révolu un certain 10 mai, a été supprimée par les socialistes. Pourquoi ont-ils alors également supprimé la possibilité de visites libres et collectives, la possibilité très large de réunion à l'intérieur de la prison dont bénéficiaient les détenus qui relevaient de cette cour d'exception ? Car dès le début de son premier septennat, M. Mitterrand a adopté une politique carcérale conforme à la tradition social-démocrate : sembler progressiste pour pouvoir être encore plus répressif. Concrètement, suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat et du regroupement des prisonniers qu'elle condamnait, seul avantage que ceux-ci en retiraient automatiquement : l'autoritaire et l'arbitraire tentant de se dissimuler derrière quelques concessions tactiques...

Ni Joëlle Aubron, ni Nathalie Ménigon, ni Georges Cipriani, ni Jean-Marc Rouillan n'ont été condamnés à l'isolement à perpétuité. Ce qu'ils revendiquent est simple; sortir de l'isolement est parfaitement conforme à cette idée fondamentale que l'opposition extra-légale ne doit pas subir une répression de type totalitaire dans un Etat "de droit".

Et qu'on ne vienne pas nous dire, selon la thèse à la mode, que "le terrorisme sert au renforcement de la répression". D'abord parce que ces quatre militants ne sont pas des terroristes (des actes ciblés n'ont rien à voir avec une violence de type "rue des Rosiers" ou "Tati"). Ensuite parce que le "dérapage" de la justice vers la scélératesse ne s'applique pas qu'aux actes qualifiés de "terroristes". C'est toute expression antagoniste de classe qui la subit de plein fouet. Des exemples ? La vingtaine de plaintes déposées contre les grévistes de l'entreprise de bâtiment Rufa, à Caen. La déclaration d'illégalité de la grève d'Air Inter. Les agissements complètement illégaux de la Comatec. Et les "10 de Renault" dont le combat exemplaire nous donne à réfléchir sur la logique de l'Etat "socialiste".

Pour toutes ces raisons, et pour bien d'autres, mineures (comme à la RATP où les grévistes de décembre 1988 ont dû passer un examen "psychothérapeutique" !), nous pensons qu'il n'y a là aucun dérapage. Il y a une convergence vers une réalité : toujours plus de répression. Face à cette réalité-là, chacun choisit. Mais on ne peut imputer aux quatre militants d'Action Directe la responsabilité finale de ce qu'ils subissent. Ce n'est pas le "terrorisme" qui sert au renforcement de la répression, c'est notre passivité complice qui permet à l'Etat d'outrepasser ses propres lois.

La situation que nous connaissons actuellement est la suivante : les quatre membres d'Action Directe ont été condamnés, le 11 janvier 1989, de fait, à l'isolement à perpétuité. Ceci est contraire aux lois mêmes de cet Etat, mais aussi à la conception que nous avons de la lutte politique. Nous vivons dans un Etat dit de droit qui exige certaines choses de ses citoyens. A notre tour, nous exigeons de cet Etat que chacun dans ce pays puisse s'exprimer. Pour les militants d'Action Directe, ce droit passe par la réception du courrier sans censure, par des visites en nombre suffisant, par leur regroupement par le statut de prisonniers politiques. Et par la fermeture des quartiers d'isolement pour tous les prisonniers.

C'est-à-dire que le droit fondamental passe par la satisfaction de leurs revendications.

Association des Familles et Amis
des Prisonniers Politiques
AFAPP, BP 716, 75162 PARIS CEDEX 04

POLITIQUE ET RÔLE DU PDG DE LA REGIE RENAULT, GEORGES BESSE

Contre le consensus

Il est à la mode de se référer au consensus. L'action contre le PDG de Renault est de celles qui appellent, en négatif, la condamnation unanime des faiseurs d'opinion. Mais ce consensus qui se concrétise dans le discours des médias n'est que la partie visible d'un phénomène d'une autre gravité. S'il y a soi-disant convergence pour condamner l'action du commando Pierre-Overney, il y a surtout consensus pour ne pas parler de la politique économique et sociale que G. Besse appliquait à la Régie. Au-delà, il y a accord tacite pour ne pas discuter ou pour empêcher de débattre des grands choix technologiques, financiers, politiques, sociaux et par conséquent simplement humains qui sous-tendent les restructurations industrielles.

Action Directe est une organisation révolutionnaire qui a opté pour la lutte armée. A eux de la défendre et de la justifier. Nous débattrons ici des problèmes que soulèvent, par ricochet mais aussi directement, les attaques d'Action Directe, et particulièrement celles contre Guy Brana, vice-président du CNPF, et Georges Besse. Car chacun de nous est concerné par la politique mise en œuvre par ces hommes, qui s'inscrit parfaitement dans le cadre mondial de la politique impérialiste de domination et de la transformation du mode de production capitaliste, vers une plus grande aliénation de tous, comme nous allons le montrer.

Mais avant cela, sachons gré à Action Directe de poser sans détour les questions de fond. Certes, il y a d'autres façons de parler des restructurations industrielles, par exemple par le biais du chômage. Mais que constatons-nous justement ? Que les vrais choix sur lesquels nous devrions débattre sont escamotés au profit de "choix" superficiels: on nous impose telle ou telle gestion sociale du chômage (quel cynisme dans cette expression !), ceci sans jamais nous exposer le fond ni la finalité de la politique de restructuration économique à outrance et ses conséquences sociales et humaines. On ne nous en présente même pas sérieusement les buts... ou alors c'est Yves Montand qui vient nous "causer de la crise" et nous exhorter à réduire notre train de vie ! Obscénité du spectacle offert par les médias ! Le système s'accommode tout à fait de ce côté guignolesque qui, en traitant les problèmes fondamentaux sur le ton de la farce, les évacue. Même si, avec Le Pen, la mystification prend un tour plus tragique qu'avec Montand.

Le discours politique consensuel n'aborde jamais l'étude des alternatives. En cela réside son totalitarisme : il tourne totalement en monde clos, niant complètement toute possibilité de dépassement. Pour cela, il doit restreindre les champs d'expression antagoniste : c'est le rôle assigné aux médias de ne répercuter que les discours ne remettant pas en cause les orientations fondamentales. Par contre, en réfléchissant publiquement aux attaques politico-militaires d'Action Directe, nous nous exprimons en dehors du consensus, contre cet "Etat de droit" qui manie un peu trop la "raison" d'Etat et le discours vide. L'émergence de cet antagonisme est d'autant plus nécessaire que la société est agitée de crises économiques, politiques et éthiques profondes.

Dans le monde contemporain et dans un pays comme la France, le consensus n'est pas un gadget. Il est un rouage essentiel pour la pérennité de la gestion technocratique. Par l'absence de vrai débat, par le tabou entretenu autour de certaines orientations politiques déterminantes, nous aboutissons à une passivité qui se veut une acceptation et même une justification des décisions des "gestionnaires". Or, il ne peut y avoir de "gestion" de la société que si toute opposition est bannie. On ne peut gérer que ce qui n'est pas remis en cause dans ses fondements mêmes. Le rôle du consensus est donc double :

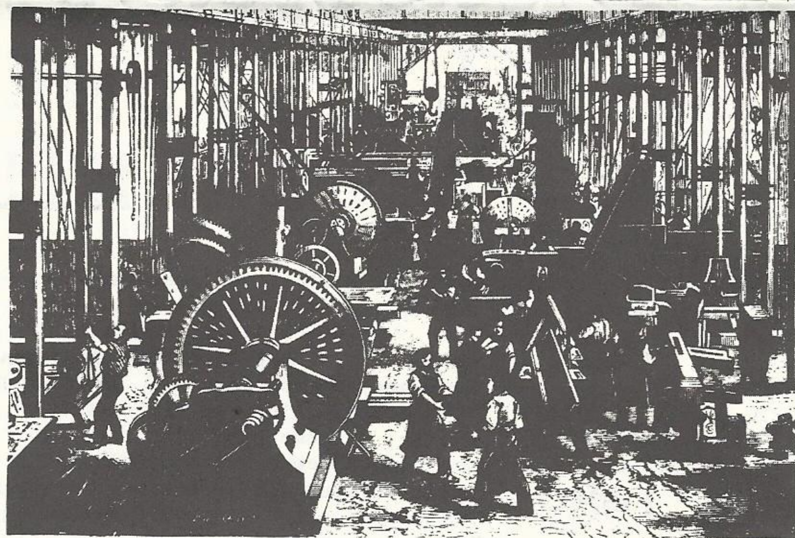
- faire croire que seuls certains peuvent gérer les affaires, vu degré d'extrême complexité du monde dans lequel nous vivons, ce sont les technocrates.
- affirmer que les choix stratégiques sont guidés par la nécessité ("la crise impose des choix parfois déchirants"), donc qu'il n'y a plus de choix au sens fort du terme; c'est la "gestion" de tous les domaines de la société.

Les faveurs de la République.



Aux chameaucrates, tout ce qu'ils veulent !... Au populo, du vent !

Il est vital pour le système que ces débats soient étouffés. La répression a évolué au cours des siècles. Si les autodafés sont caractéristiques de la tyrannie au sens où l'Inquisition la pratiquait, le consensus est, lui, l'arme politique du totalitarisme dans sa justification technologique. Il s'appuie sur la diffusion massive dans les pays occidentaux des standards de vie et de consommation, la permanente intervention des médias dans la vie du citoyen, et leurs mensonges. Ainsi, lorsque les technocrates nous affirment qu'ils ne font que gérer la société ou la crise, c'est qu'ils ont tout intérêt à faire croire que la politique ou l'économie sont déterminées par des décisions sur lesquelles plus personne ne veut ou ne "peut" revenir. Tout cela vise à nier leur responsabilité. Nous sommes, pour notre part, d'une tout autre opinion...



Le rôle spécifique de G. Besse à la Régie Renault

Le discours des médias sur "l'affaire Besse", en réduisant un homme qui se trouve à la tête d'une entreprise comme Renault à un "simple père de famille", masque la politique qu'il mettait en œuvre ou dont il assurait la continuité [1]. G. Besse à la direction de la Régie, cela a signifié le chômage pour des dizaines de milliers d'ouvriers, 21 000 très exactement, sans perspectives de retrouver du travail puisque, pour la plupart, ils n'étaient pas qualifiés.

Le discours dominant prône l'irresponsabilisation complète des hommes de pouvoir. Pourtant, le PDG de Renault a connu une carrière édifiante. Il fut un des pères du nucléaire civil et militaire français, responsable entre autres de la construction de l'usine de Pierrelatte et du centre de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, puis devint PDG de Péchiney-Ugine Kuhlmann. Lorsqu'il fut nommé PDG de la Régie, G. Besse était devenu un technocrate accompli, qui assumait un rôle clé dans les relations entre l'Etat et le CNPF, par le fait même que Renault appartient au secteur public industriel et déborde largement, par la sous-traitance et toutes les activités liées au secteur automobile, sur le secteur privé. Et puis, n'oublions pas sa célébrité en tant que "patron-videur" ainsi que le titrait Libération le jour de la nomination de G. Besse à la direction de Renault.

Peu importe finalement qui, en tant qu'individu, met en œuvre une telle politique. Ce qui compte, ce sont les décisions imposées, la couche sociale qui les met en pratique, et au profit de quelle classe.

---

1. Dans le cas du général Audran, que l'on pense aux centaines de milliers d'Iraniens ou d'Irakiens qui ont perdu la vie dans un conflit alimenté de la façon la plus cynique par les pays industrialisés marchands d'armes.

La politique de G. Besse à la tête de Renault

Politique économique

L'activité économique de G. Besse à Renault s'inscrit bien sûr dans la politique de destruction des grandes unités de production, jugées trop peu rentables et inadaptées aux "besoins" modernes. Par la robotisation et l'informatisation, c'est-à-dire par la mise au chômage d'un grand nombre d'ouvriers et de membres du personnel, on arrive à réduire les coûts de fabrication. Mais ce n'est pas tout puisque, grâce à l'informatique, il s'agit d'optimiser l'adéquation de l'entreprise au marché et de proposer des produits de série "individualisés". C'est l'irruption de la gestion de la production assistée par ordinateur, la GPAO, dans l'industrie automobile notamment. L'exemple en la matière est le Japonais Toyota qui est capable d'honorer ses commandes en six jours, dont deux à peine pour la production proprement dite ! Ce qui implique un bouleversement du mode de production dans une entreprise comme Renault.

Jusqu'à l'intervention de G. Besse, la Régie servit de palliatif à une absence de planification de l'industrie française par le maintien artificiel d'activités non rentables. En acceptant de bouleverser cet artificiel dont très fragile équilibre national, le PDG de Renault servait une politique de restructuration à l'échele nationale et mondiale qui, par la mise en œuvre de moyens technologiques énormes (informatisation et robotisation) condamnait à l'évidence des pans entiers de l'économie française à la disparition pure et simple. Là encore, faute de débat sérieux sur ces nouvelles orientations, les décisions furent appliquées sans autre forme de procès par G. Besse et les dirigeants de Renault.

Il serait cependant trop facile de ne mettre en avant que la responsabilité d'un PDG. En effet, après la guerre, la dérive révisionniste des organisations de la classe ouvrière (tant le Parti communiste que les syndicats) a grandement simplifié la tâche assignée au patronat. Le Parti communiste, avec son chauvinisme exacerbé par la "crise" et sa collaboration parlementariste, n'a pas développé l'analyse internationaliste et l'action politique de terrain nécessaires pour dénoncer et combattre la transformation du mode de production capitaliste, afin d'œuvrer à son dépassement. Les syndicats se sont ouvertement comportés en courroies de transmission du patronat, à l'instar de leurs collègues américains ou allemands. Cette critique de la politique révisionniste et collaboratrice des anciennes organisations de la classe ouvrière (que nous ne développerons pas davantage bien qu'elle soit très importante), est trop souvent évacuée. Pourtant, Renault a été jusqu'à la fin des années soixante, le "bastion" de la classe ouvrière. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une entreprise comme les autres sur le plan des luttes.

Au niveau de l'Hexagone, le maintien de l'industrie dans le peloton de tête des pays industrialisés (lire "le maintien de la domination et de la politique actuelles"...) a donc "dû" passer par les restructurations. Ces dernières ont été "justifiées" par la "nécessité" de se conformer aux règles de la compétition économique mondiale (la "guerre économique", nous disent les médias). Les canards boiteux étaient voués à la disparition. C'est un des aspects tangibles des contradictions au sein du système capitaliste.

Sur le plan intérieur, le fait que Renault soit une entreprise nationale n'a en rien tempéré la recherche de la seule rentabilité, au détriment de son ancien rôle de palliatif à une absence de planification. G. Besse a dirigé la Régie comme s'il s'était agi d'une entreprise privée : il a transformé la Régie en société de type privé, avec toute la liberté de manœuvre que cela implique au plan social notamment. Pourtant, ce glissement de la "logique du secteur public" vers celle du secteur privé ne s'est pas opérée au niveau de la politique étrangère de l'entreprise. A l'extérieur des frontières, Renault est resté une des pièces qui a permis de maintenir ou de renforcer la domination de la France sur certains pays, en général les ex-colonies.

Ainsi, le rôle de la Régie en Afrique est bien connu. Elle n'a jamais cessé de livrer ses "camions"... munis de tourelles ! Nous ne reviendrons pas sur la situation de dépendance des pays du "tiers monde". Soulignons seulement que Renault est restée, sous G. Besse, un de ces instruments concrets de la politique impérialiste française en Afrique. Dans ce domaine, la Régie reste bien au service de l'Etat, partie intégrante du secteur public industriel, même si la rentabilité de Renault est mise en avant pour "restructurer" à tout va.

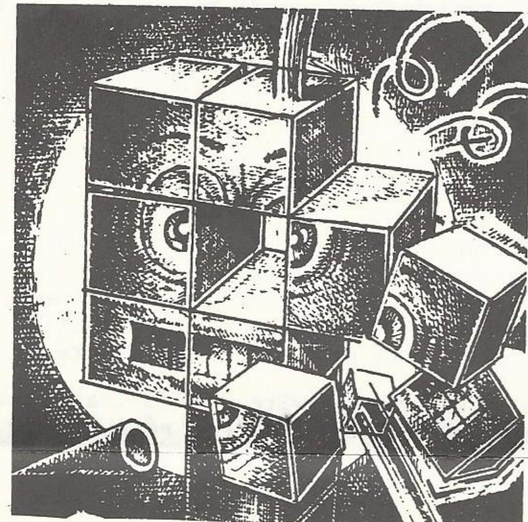
Le coût social

Analyser la politique de G. Besse en termes de rentabilité, d'efficacité, de modernisation de la production, tout cela est notoirement insuffisant. D'abord parce que cela fait abstraction du coût social et humain immédiat d'une telle politique. A croire qu'il suffit d'invoquer les indemnités de départ "volontaire", de pré-retraite ou de licenciement pour régler les problèmes des travailleurs. Or, le salariat est dans la société capitaliste le seul mode de vie qui est proposé à des centaines de millions de prolétaires. Mode de vie non seulement en tant que gagne-pain, mais aussi en tant que mode d'exister en société : comme le prouvent de nombreuses enquêtes, la justification par la valeur "travail" de ce mode de vie aliénant est encore largement opérante, et même de plus en plus, la "crise" aidant...

Ensuite, la rentabilité et l'efficacité de la politique de G. Besse se mesurent par rapport à la rentabilité et à l'efficacité d'une politique d'ensemble. Il ne s'agit alors plus seulement du secteur public industriel ou de la politique économique de la France, mais bien du mode de production capitaliste tel qu'il se cherche dans la mutation en cours et des conséquences de cette évolution sur l'ensemble de la société.

Le coût social direct, c'est le chômage. La politique de restructuration s'est en effet soldée en France par des millions de chômeurs et par une offensive contre les acquis sociaux (que ce soit la baisse du pouvoir d'achat, les atteintes au droit de grève, la disparition de fait du SMIC par le biais des salaires de misère des TUC, PIL et autres SIVP, les remises en causes de la protection sociale, jusqu'à l'offensive idéologique contre la notion même d'acquis sociaux). N'oublions pas que G. Besse à la direction de PUK et de Renault, ce sont 43 000 ouvriers licenciés, sans compter les conséquences indirectes à court et moyen terme sur les entreprises de sous-traitance notamment.

Dans l'entreprise, la robotisation des chaînes de montage disloque les groupes de travail. La politique d'individualisation casse les potentialités de lutte collective. Au niveau de la politique sociale, cela se traduit par la différenciation des salaires par l'intéressement des employés, les plans d'épargne entreprise et tous les nouveaux modes de "gestion des ressources humaines" (sic !). Pas une semaine ne passe sans qu'une expérience en grandeur nature de ces pratiques de restructuration sociale dans l'entreprise ne soit relatée dans un livre ou une revue spécialisée. Souvenons-nous de la grande grève de juin 1978 à Renault-Flins, où 300 ouvriers des presses ont réussi à bloquer l'activité de 20 000 personnes. On conçoit que toutes ces techniques de robotisation et de gestion sociale aient intéressé au plus haut point la direction de la Régie, en butte à des ouvriers souvent très combatifs (absentéisme, grèves, et toutes les formes de lutte qui illustrent le principe : "A mauvaise paye, mauvais travail !"). Par l'individualisation, il s'agissait ni plus ni moins de briser les solidarités établies au sein d'un groupe de travail. Le vieux principe "diviser pour régner" refait surface ! Mais il a maintenant deux alliés qui se nomment robotique-informatique et ergonomie. Il est en effet aujourd'hui possible de supprimer certains postes de travail, de les remplacer par des robots manipulés par un technicien qualifié, ce qui limite les risques de grève. Quant



à l'ergonomie (= travailler toujours plus vite), elle relève aussi de la réification des rapports de travail, l'ouvrier était de plus en plus assimilé à une machine disposant d'un certain temps pour effectuer telle opération. Le formidable développement de cette discipline renvoie à la réification de l'ensemble des échanges humains dans la société moderne.

Mais le principal effet social de la politique de restructuration est sans nul doute d'aboutir à "restructurer" l'ensemble de la population travailleuse, dans le sens d'un éclatement toujours plus achevé de la communauté d'intérêts qui a fait la force du prolétariat au XIXe siècle.

La restructuration de la société tout entière

Restructuration, individualisation, réification, autant d'axes que nous retrouvons dans la société dans son ensemble, qui, par la fragmentation de l'ancienne communauté d'intérêts de la classe exploitée, visent sa dislocation pure et simple et la perpétuation de son aliénation. La Régie Renault ne peut être isolée ou ramenée à un simple cas particulier. En effet, la production industrielle, robotisée, informatisée, ergonomisée, est l'image de la société future. L'usine est un laboratoire où se prépare la gestation d'un modèle de société tout entière tournée vers le profit de quelques-uns (à l'échelle nationale comme à l'échelle planétaire), ne se remettant plus en cause, dans une absence de conflit, un consensus, apparemment idylliques. Dans les pays dominants, c'est l'individualisation, la réification, l'aliénation qui battent leur plein.

L'individualisation comme stratégie de domination n'est pas à l'œuvre que dans le monde du travail ou celui du chômage. A tous les niveaux de la société, le principe de casser les communautés puis d'isoler les individus apparaît. Que ce soit dans les espaces urbains éclatés des banlieues, dans le terrible accaparement du temps dans des distractions abrutissantes qui isolent du monde extérieur et empêchent la communication, que ce soit à travers les discours racistes de la droite ou le défaitisme des ex-révolutionnaires soixante-huitards intégrés, partout converge l'idée de disloquer les collectivités et les "moments collectifs" des individus pour asseoir plus facilement un pouvoir qui cherche dans la négation de toute valeur à la notion de collectif la panacée contre toute velléité de révolte.

Une bonne image de l'individualisation nous est donnée par la production automobile elle-même, telle qu'elle est aujourd'hui conçue : des produits de série, mais "individualisés". Grâce à la GPAO (gestion de la production assistée par ordinateur), on peut en effet combiner les différentes options d'un même modèle pour produire, dans le cadre de la série, des véhicules "individualisés". C'est dire que l'individualisation est tout autant l'illusion de l'unicité des produits ou des individus que la réalité de la production de série ou de la superficialité des échanges sociaux. L'individualisation est le pseudo-triomphe du Moi, au travers de la paranoïa sociale à son point le plus aigu :

la négation de l'Autre. Elle vise à ce que chacun se sente unique, alors que nous ne sommes pour et dans ce système que des producteurs/consommateurs.

Nous nous trouvons là en terrain connu. Un des fondements de l'idéologie occidentale est cette négation de l'Autre. L'Occident s'affirme toujours contre quelque idée ou quelque autre civilisation, jamais ou rarement pour lui-même. Mais ce qui est totalement nouveau, c'est le degré d'atomisation de la société. Il ne s'agit plus de particularismes locaux qu'il faut réprimer, de groupes de pression ou de classes qu'il faut rendre inoffensifs. Non, c'est l'individu lui-même, la dernière et la plus petite unité sociale concevable, qui est dans la ligne de mire de cette volonté d'innerver le corps social. Nous en arrivons en quelque sorte au stade suprême de la division sociale.

Comment ne pas lier cette individualisation totalitaire avec l'uniformité qui envahit peu à peu le monde contemporain ? Il y a eu les matériels standard, les modèles standard, puis les standards de consommation. Il y a maintenant les standards de vie. Toutes les voitures se ressemblent ? Pas que les voitures... La vie d'un banlieusard ressemble curieusement à la vie d'un autre banlieusard ! Cette uniformisation n'est pas en soi une stratégie. Elle est une conséquence de l'évolution du mode de production capitaliste. D'ailleurs, analysée diachroniquement, l'uniformité n'est que l'aboutissement de la destruction des particularismes ethniques, régionaux ou nationaux. Le système capitaliste est planétaire ! Il subsiste néanmoins des traces évidentes de cette confrontation entre le local et le global : la renaissance de ces particularismes, justement, qui représente un réel danger pour la politique d'intégration mise en place dans les pays industrialisés. L'individualisation s'offre à la fois comme réponse à l'uniformité du monde et comme contre-offensive face aux divers particularismes. En aboutissant à un confinement dans le non-agir et la passivité, l'existence aliénée ne peut plus être remise en question. En effet, comment transformer son existence sans un dialogue avec l'Autre, pour agir collectivement ? On ne bouleverse pas les rapports sociaux sans s'y investir, en tant qu'individu sans doute, mais surtout en tant que groupe, en tant que classe. Nous en sommes au stade de l'homme unidimensionnel dont parle Marcuse. "Le sujet aliéné est absorbé par son existence aliénée." Tout entier absorbé par son existence aliénée.

La réification des rapports sociaux

Alors que de son vivant on présentait G. Besse comme "le PDG de Renault", montrant bien la fonction occupée au sein du système avant l'homme, une fois mort, celui-ci n'est plus "que" G. Besse. Par un phénomène d'inversion spectaculaire, la fonction disparaît alors derrière le concept du "bon citoyen tué par des terroristes."

Ce qui prouve qu'un grand serviteur de l'Etat, comme on dit, n'est utile vivant que de par sa fonction (1re réification), mais qu'il peut aussi être utilisé une fois mort (2e réification). Cela va même plus loin. L'occultation du rôle de G. Besse après l'action du commando Pierre-Overney traduit la réification poussée à son extrémité la plus obscène, puisqu'elle n'a d'autre but que de tirer tout le profit possible du cadavre le plus rentable médiatiquement et idéologiquement, celui de l'homme. Car la mort du PDG nous ramènerait, elle, au rôle que G. Besse occupait de son vivant et donc à la politique qu'il servait et dont il s'agit justement de ne pas parler ! C'est dire que l'Etat et ses médias ne reculent devant aucune infamie. Ils tirent avec le plus froid cynisme tout le profit possible d'un homme, par-delà sa mort, guidés par la seule logique de la mercantilisation idéologique, de la répression consensuelle. L'"utilisation"[1] d'un cadavre a un but répressif évident puisqu'elle vise à la pacification du corps social, que l'on habitue à ne pas débattre des vrais enjeux. Là encore, on a substitué aux rapports entre les hommes des rapports entre des "producteurs", rapports d'exploitation de ceux qui sont réduits peu à peu au seul rôle de "servants" d'un ordinateur ou d'une machine intégrée dans une chaîne de montage...

La réification des rapports sociaux n'opère pas qu'au sein de l'entreprise ou dans l'utilisation médiatique de tout acte et de tout être "rentable". Elle apparaît également dans la mercantilisation de toutes les activités humaines, y compris celles qui, à ce jour, relevaient des relations sociales les plus banales, donc "gratuites". Ainsi, le développement de ce qu'on appelle "les services" vise à la rentabilisation de toutes sortes d'activités, qu'elles soient liées à de simples besoins physiologiques (aide aux personnes âgées, aux malades ou aux handicapés), ou au plaisir, au sentiment, à la culture, à tous les besoins psychologiques, relationnels, émotionnels. Ces "petits boulots" ne sont que des emplois mal payés, sans possibilité d'évolution professionnelle : veilleurs de nuit, gardiens, personnel de ménage et de nettoyage, aide-infirmiers, marchands ambulants, cireurs de chaussures, coolies (comme l'envisage la SNCF) ou encore TUC-RATP, vendeurs de conversation ou de "plaisir" (minitel rose !), etc. Le comble de cette monétarisation risque d'être atteint avec le travail domestique, pour lequel certains demandent un salaire ! Si un salaire social domestique était octroyé par un gouvernement quel qu'il soit, cela reviendrait à transformer le travail domestique en emploi domestique et surtout à placer son utilité non plus dans la sphère personnelle ou familiale, mais en fonction des besoins de la société. La monétarisation de cette ultime forme de travail accompli par et pour soi-même aboutirait à parachever la réification de l'ensemble des activités humaines. D'ailleurs, si les perspectives se confirment, c'est à cela que nous arriverons. En effet, la productivité augmente depuis 1978 de 5 à 6 % dans l'industrie, de 2 % dans la production de biens et services, soit 3 à 4 % dans l'ensemble de l'économie. Or, si la durée du travail salarié ne diminue pas, nous allons en arriver rapidement à des taux de chômage de 20 puis 30 % et au-delà ! Diminuer le temps de travail ou voir le chômage augmenter : de deux choses... une troisième ! Redistribuer cet excédent de richesse (puisque excédent il y a) en monétarisant l'ensemble des rapports sociaux. Contrairement aux prévisions alarmistes des groupes de chômeurs ou aux perspectives utopistes de quelques penseurs socialistes, l'évolution qui se dessine très nettement est la monétarisation/rentabilisation/réification des échanges sociaux. Ainsi, en vendant du "rapport social", on en arrive non seulement à la monétarisation outrancière de tout besoin humain, mais surtout on ôte tout son sens au simple échange relationnel. La substitution des relations aux êtres les plus profondes par les relations aux objets les plus plates est le stade suprême de la réification. Au-delà : transformer ce qui reste d'humain en pur objet ? Science-fiction ? "Meilleur des mondes" ?

Une politique d'intégration et de pacification

L'individualisme n'est pas un "style de vie" qui ne serait que dans la droite ligne d'une pseudo-évolution moderne ou postmoderne. Il est le fruit d'une politique d'individualisation qui s'est mise en place très nettement après la Seconde Guerre mondiale. Ce fut d'abord l'intervention de la télévision, dont très vite les gouvernants ont compris tout le profit qu'ils pouvaient en tirer. En quelque dix ou quinze ans, nous sommes passés d'une télé plus ou moins culturelle à un outil de propagande et d'abrutissement qui a l'immense avantage de substituer les soirées en solitaire aux réunions collectives d'antan. Ce "dialogue" avec la boîte à images n'a jamais aucune chance de devenir subversif... Un moment capital d'échange humain, de réflexion, disparaissait pour enfermer chacun dans son extase devant l'écran. Le principe du "rester chez vous, bonnes gens !" Ce qui aurait pu n'être qu'une simple conséquence de la mauvaise utilisation d'une technique nouvelle a rapidement été développé dans toutes sortes de secteurs. Ainsi, aux HLM des années 50 succèdent aujourd'hui les zones pavillonnaires, l'habitat "individualisé". Les ventes fantastiques d'automobiles n'en arriveront à saturation que lorsque chacun possédera son propre véhicule. Etc. Peu importe la "qualité" du collectif dans les HLM ou les transports en commun. Si la qualité en est en effet médiocre, faut-il pour autant supprimer le collectif plutôt que de lui redonner tout son intérêt ? Nous vivons la réponse qui a été apportée. Or, les volontés de changement, de libération, resteront impuissantes si elles ne sont pas structurées dans un espace et un moment collectifs. On ne fait pas la révolution du fond de sa caverne. Nous en arrivons à la situation actuelle où la seule force collective encore opérante est la caste des technocrates, elle-même au service de la classe bourgeoise. En face, il ne se trouve plus que des individus atomisés aux intérêts pourtant communs, mais sans conscience aucune de cette communauté d'intérêts. L'individualisation s'est avérée une politique efficace.

Quant à la réification, en faisant dépendre toujours plus la vie de l'homme "moderne" des outils, des machines, de matériels sophistiqués, elle induit un sentiment d'impuissance face à tant de technique. Tout semble défini et décidé de façon irréversible, les machines ayant une logique de développement qui échappe complètement à la classe exploitée qui les utilise. La maîtrise de l'environnement est alors conditionnée par l'approche technologique. A la dialectique entre l'homme et la nature qui est censée avoir été le moteur du "progrès" se substitue de façon aujourd'hui éclatante une dialectique outil-homme, où l'homme est devenu le pôle "rétrograde". Les moyens se sont mués en fin, la science est devenue, sous la forme de la techno-science, un obstacle à l'émancipation.

Alors, pacification ? Evidemment, puisque individualisation et réification des rapports sociaux déplacent complètement le champ de la lutte, ou plus exactement veulent le nier. La lutte sociale se trouve de fait bannie, comme nécessairement néfaste à ce qui prétend être la seule voie de survie : la gestion des systèmes, des entreprises, des êtres et des esprits. Plus de remise en cause. La paix perpétuelle dont rêvait Kant est à l'orée du troisième millénaire !

Individualisation et réification fonctionnent comme deux axes stratégiquement complémentaires et liés. Les rapports aux machines du mode de production sont individualisés. Les rapports entre individus, dans cette société atomisée, sont toujours plus réifiés. Donc, la possibilité d'opérer collectivement un bouleversement disparaît. La convergence parfaite de ces deux politiques aboutit dans les pays "centres", les pays industrialisés, à une pseudo-paix sociale. Mais elle n'est qu'un camouflage des antagonismes, qui demeurent par-delà l'absence de conscience collective de l'aliénation.

En face de ce secteur prétendument pacifié de la planète se dresse le spectre famélique des pays dominés, où la lutte politique sous sa forme collective est bien loin d'être éteinte. Mais dans ces pays "pauvres", une autre stratégie de domination est à l' œuvre, puisqu'ils subissent de plein fouet une politique impérialiste de soumission, politique pensée et imposée depuis les pays du Nord, gérée localement par les militaires, despotes, mafias, camarillas, caudillos ou tout simplement bonne bourgeoisie locale au pouvoir... Sur cette situation et l'internationalisme prolétarien, qui est la réponse révolutionnaire que nous y apportons, nous reviendrons dans le prochain numéro de Guérilla.

En conclusion, la transformation actuelle du mode de production capitaliste, qui s'est concrétisée chez Renault par une restructuration de toutes les étapes du processus productif et la mise au chômage de dizaines de milliers d'ouvriers, doit être analysée comme la tentative de résoudre certaines contradictions du système capitaliste par une atomisation extrême de la classe exploitée, dans l'usine comme dans la société. Mais, malgré cette mutation, les antagonismes de classe persistent, et c'est cela qui est finalement important et sera décisif.

P.G.

---

1. C'est en ce sens que certains ont pu dire que "le terrorisme sert au renforcement de l'Etat". Mais ce qui sert au renforcement de l'Etat, c'est l'acceptation passive du non-débat. Accepter le "consensus mou", c'est rentrer dans la logique du système. L'acte violent en lui-même ne rentre en aucun cas dans la logique étatique, bien au contraire. L'action du commando Pierre-Overney sort de la réification répressive. D'abord, ce n'est pas G. Besse qui est attaqué, mais le patron de Renault (la 1re réification est dénoncée), mais surtout c'est le rôle du PDG de Renault dans son entreprise et au-delà, en tant que rouage du mode de production capitaliste, qui est visé dans l'acte même.